

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde**

**Face à l'extrême richesse
d'une minorité**

La lutte des

travailleurs

et des peuples



Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**Abonnez-vous,
abonnez vos amis !**



Paielement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

SOMMAIRE

Edito	p.3
Luttes dans la santé	p.4-6
- Hôpital St André, grève aux Urgences - Convergences devant l'ARS - La colère gronde dans les Ehpad - Des luttes difficiles mais déterminées - Piqué oui, Bahia non !	
Dans la Région	p.6
- Rousset sifflé par les agents de la Région - Non aux licenciements à Euralis !	
Nos vies pas leurs profits	p.7-8
- Usine Ford : De manifestation et procès... et au final la relaxe ! - Des zones d'emploi toujours plus loin des lieux d'habitation	
Dans la jeunesse	p.9
- La mobilisation contre le plan étudiant prend forme - Cycle de débats sur Mai 68	
Education	p.10
Individualisation, concurrence, mérite... quand le management du privé envahit l'école	
Politique locale	p.11
LGV : Rousset toujours sur les rails !	
Internationalisme	p.11
Hier Kobanê, aujourd'hui Efrine !	
Féminisme	p.12
Interview de Natazsa Quelvennec, militante féministe polonaise	
NPA	p.13-14
« Rencontre militante » organisée par le NPA33	
A voir	p.14
3 Billboards, de Martin MacDonagh	
A lire	p.15
3 BD féministes - La politique du voile, de Joan W. Scott	
A voir	p.16
Beatriz González au CAPC	

Face à « l'extrême richesse d'une minorité », les luttes des travailleurs et des peuples

D'après les discours officiels, 2017 aurait été l'année de la « reprise »... pour les plus riches, et dans des proportions particulièrement révoltantes !

Selon un rapport que vient de publier l'Oxfam, « *Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. Leur richesse a augmenté de 762 milliards de dollars en douze mois [...] sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % des richesses créées l'année dernière ont bénéficié aux 1% les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres.* »

Les travailleuses et travailleurs pauvres s'échinent sur des tâches dangereuses et mal rémunérées pour alimenter l'extrême richesse d'une minorité »...

« S'échinent », avant d'être jetés à la rue par milliers comme l'annoncent actuellement PSA, Carrefour et bien d'autres, assis sur des profits exorbitants.

Ces annonces sont tombées au moment même où se tenait à Davos le grand cirque annuel de cette minorité de parasites, « l'élite des décideurs mondiaux » comme dit la presse. Et ça n'est pas un hasard si Macron y a été accueilli « *comme une rock star par une salle comble* » (*Les Echos*) : il est un des acteurs zélés de cette aggravation des inégalités sociales au bénéfice des plus riches, celui qui a réussi à imposer, pour l'instant, des reculs à la classe ouvrière en France sans provoquer de mouvement social d'ampleur.

Et de « conseiller » dans son discours aux multinationales de « *renoncer à l'optimisation fiscale à tout crin* », de prôner un « *nouveau contrat mondial* » face à une mondialisation « *qui tire le monde vers le bas* » car sinon, prévient-il, « *les extrémismes gagneront dans 10 ou 15 ans dans tous les pays* »... Comme si ça n'était pas sa politique « *qui tire le monde vers le bas* » !

« *L'optimisme règne à Davos, faut-il s'inquiéter ?* » titrait le journal *la Tribune*. C'est que leur « optimisme » ne peut masquer les menaces bien concrètes qui planent sur « leur monde » : crise financière majeure, instabilité géopolitique, dérèglements climatiques qui perturbent le « bon déroulement » des affaires, montée de la révolte sociale qui naît des conditions de plus en plus insupportables

qui sont faites aux travailleurs et aux peuples, des inégalités que décrit le rapport Oxfam.

En France, si Macron et le Medef ont réussi à mener pour l'instant leur offensive, on assiste à de nombreuses luttes sociales, dispersées mais bien vivantes, que ce soit contre des licenciements, des fermetures d'entreprises mais aussi dans la Santé, ou encore parmi la jeunesse, dans les lycées et les universités.

A une toute autre échelle, il y a quelques semaines, c'est en Iran que s'est levée la jeunesse. N'hésitant pas à braver la dictature, elle exprime dans la

rue sa soif de liberté, son exigence de vivre dignement de son travail. Sa volonté également d'en finir avec le poids de l'intégrisme religieux, en premier lieu subi par les femmes. C'est aussi en Tunisie que la contestation sociale a repris le chemin de la rue, pour s'opposer à des mesures d'austérité prises par le gouvernement. L'occasion pour la jeunesse, les travailleurs de rappeler que les forces sociales qui avaient renversé en 2011 la dictature de Ben Ali n'ont pas rendu les armes, qu'elles sont toujours prêtes à se mobiliser pour faire respecter leurs droits.

Ces mobilisations sociales, la force qu'elles trouvent pour s'organiser, braver les interdits, affronter la répression portent en elles la seule alternative au capitalisme en faillite : celle d'un monde débarrassé de l'exploitation, dans lequel les richesses immenses produites par le travail servent à satisfaire les besoins de chacunE et non plus à enrichir quelques dizaines de parasites.



Luttes dans la santé

Hôpital Saint-André Bordeaux Grève aux Urgences

Les urgences de St-André sont en grève depuis le 27 décembre. Une gréviste a bien voulu répondre à nos questions.

Peux-tu nous dire comment s'est préparée la grève et quelles sont vos revendications ?

La grève s'est imposée à l'équipe paramédicale après deux ans d'alertes sur ses conditions de travail. La bonne prise en charge des patients ne se faisait plus que grâce à la conscience professionnelle des agents.

En effet : un effectif insuffisant au regard de la charge en soins pour des urgences de centre ville au fort taux d'hospitalisation et aux problématiques sociales nombreuses ; un effectif assuré quotidiennement grâce aux retours sur repos ; des journées en sous-effectif devenues la norme ; une maltraitance institutionnelle avec des appels à domicile quotidiens aux heures indues ; l'impossibilité de pouvoir tuer les nouveaux dont les conditions d'arrivée sont angoissantes et dangereuses pour eux et le corps médical ; une instabilité chronique du planning rejaillissant sur les vies de famille et surtout un taux de contractuels totalement inacceptable (plus de 20 %), corvéables à merci : obligation de travailler de nuit sans la prime, embauche à temps partiel, travail en 12 heures ou avec plus de 5 week-ends d'affilée...

Les revendications de l'équipe, dont les médecins ont été solidaires en faisant grève, sont :

- un effectif permettant d'assurer un service public digne de ce nom avec le recrutement de 7 agents,

- la titularisation des contractuels,
- des trames de plannings fixes pour une amélioration des conditions de vie,
- l'arrêt de l'alternance jour/nuit,
- des recrutements à chaque départ.

Comment vous êtes-vous organisés ?

Les 75 agents, non militants et peu syndiqués pour la grande majorité, et pour qui cette grève est une première, ont imposé l'intersyndicale aux OS et ont souhaité produire eux-mêmes les tracts et communiqués destinés aux collègues, aux usagers ou à la presse.

L'organisation de la grève s'est faite au jour le jour de manière assez spontanée mais soutenue par les OS. Dès le premier jour, il a semblé évident que la sensibilisation des collègues du reste de l'hôpital à la grève était indispensable. Aussi des équipes sont passées quotidiennement, se détachant du piquet de grève afin de pouvoir partager sur les questions rassemblantes du sous-effectif et des conditions générales de prise en charge des patients découlant directement des conditions de travail. Le préavis a pu s'étendre à tout le site de St André, la grève trouvant un écho dans les unités de soins dont certaines se sont depuis manifestées auprès de la direction avec leurs revendications propres.

La pression de la direction a été immédiate et violente. Les syndicats ont été un soutien réel tant sur la forme (accompagnement des agents en cas de convocation par exemple) que sur le fond (en interrogeant quotidiennement la direction sur ses pratiques). Les syndicats ont également permis la réunion des mouvements en cours sur le CHU en organisant



la manifestation du 15 janvier, aux cortèges convergeant vers l'ARS.

Puis, de piquets de grève en envahissements d'instance, les agents des 2 sites ont tissé les liens nécessaires permettant qu'à chaque nouvelle confrontation avec la direction le rapport de force commence à s'inverser.

Où en êtes-vous aujourd'hui ?

Lors de la dernière réunion de négociation, le 25 janvier, la direction a décidé de rétablir la prime de nuit pour les contractuels qu'elle avait supprimée en 2015 (environ 9 euros par nuit). Ils seront toujours obligés de faire des nuits mais pour un salaire un peu plus décent.

C'est une avancée pour tous, mais la direction reste sourde aux revendications des Urgences niant le sous-effectif et réduisant la réalité à des « difficultés d'organisation ». Aucun des 2 principaux points de revendication n'étant satisfait (un effectif suffisant et la titularisation des contractuels), la poursuite de la grève a été votée.

Une réunion nationale des hôpitaux en lutte a récemment eu lieu...

Dans l'idée de faire converger les nombreuses luttes en cours dans le secteur de la santé, une délégation du CHU de Bordeaux a participé le 23 janvier à une AG nationale des hôpitaux en lutte se tenant à Paris. Les mêmes constats alarmants sont fait par tous, reste à convaincre les organisations syndicales de la nécessité, en cette année d'élection professionnelle... et de rivalités, d'activement faire converger tous les foyers actuels et ceux à venir...

Propos recueillis par Isabelle Ufferte

Convergences devant l'ARS

Le 15 janvier, deux manifestations parties de Saint-André et de Pellegrin⁽¹⁾ ont convergé vers l'Agence Régionale de Santé pour faire entendre le ras-le-bol et la colère, exiger des embauches, la titularisation des précaires et le respect des droits de tous ! Nous étions environ 150, rejoints par des collègues du privé, des usagers, dont le comité de défense de l'hôpital Robert Picqué menacé de fermeture.

Face aux attaques du gouvernement et des directions, les discussions se mènent entre salariés du public et du privé sur comment riposter tous ensemble à partir des luttes en cours.

⁽¹⁾A Pellegrin, la lutte continue pour une égalité de traitement entre les personnels en horaires dérogatoires et les autres en cas d'arrêt de travail (voir *Anticapitalistes !* n°77). Le ministère a été saisi par l'intersyndicale.

La colère gronde dans les Ehpad !



Les Ehpad privés commerciaux vont être favorisés. Ils peuvent en effet compenser la baisse des dotations par une augmentation du prix de l'hébergement, à la charge des familles, ce qui n'est pas possible dans le public. De plus, le secteur privé accède aux avantages fiscaux en place depuis plusieurs années : le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), des millions supplémentaires (6 % de la masse salariale pour les salaires inférieurs à 2,5 fois le Smic).

Des groupes comme Korian, Orpéa, appartenant à des fonds de pension, réalisent des bénéfices colossaux et vont continuer à s'enrichir sur le dos du personnel et des personnes âgées. Korian a doublé en cinq ans les dividendes versés aux actionnaires et, le premier semestre 2017, a dégagé 38 millions d'euros de bénéfices contre 32 un an plus tôt. Orpéa a dégagé un excédent brut de 17,4% au premier semestre, soit 258,8 millions d'euros, et a renforcé son patrimoine immobilier de 545 millions d'euros, pour atteindre 4,6 milliards.

Comment ? Avec un nombre de salariés moins important, 61 pour 100 résidents, alors qu'il est de 80 salariés pour 100 dans le secteur public.

Et d'autres groupes comme DomusVi, Colisée, Domidep, les Opalines rachètent des maisons de retraite pour se positionner sur ce marché très lucratif.

Le 30 janvier, l'ensemble des syndicats du secteur appellent à une journée de grève nationale dans les Ehpad (Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) du public et du privé. A l'heure où nous écrivons, nous n'en connaissons pas la portée, mais la situation des personnes âgées et du personnel qui prend soin d'elles est au cœur de l'actualité. En Gironde, des actions et rassemblements sont prévus dans différentes villes.

Dans les Ehpad, la présence de résidents de plus en plus lourdement dépendants augmente l'intensité du travail et sa pénibilité, alors que les politiques d'austérité appliquées depuis des années frappent tant les budgets de soins que ceux des Départements qui financent la dépendance.

Ces dernières années, des mouvements de grève ont été l'occasion de mettre en lumière le ras-le-bol des salariés. Elles et ils ne supportent plus les conditions de travail et leurs conséquences sur la prise en charge des personnes âgées, dénoncent leurs contrats précaires, dans un secteur où ils sont moins organisés, avec tous les obstacles que cela suppose pour faire respecter leurs droits.

Ces grèves ont aussi dénoncé la maltraitance institutionnelle dont sont victimes les résidents, conséquence de la politique des directions qui imposent des économies drastiques. Des toilettes réalisées en 8 minutes en moyenne, des aides au repas faites à la va vite avec des carences alimentaires, l'impossibilité pour les soignants d'accorder un temps suffisant à chacun, etc., rendent le travail insupportable aussi bien psychologiquement que physiquement, avec des arrêts maladie plus importants dans ce secteur.

L'application d'une nouvelle tarification décidée sous Hollande et les premières mesures de Macron avec la réduction des emplois aidés, sont la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Auparavant chaque Ehpad négociait son budget en fonction du degré de dépendance des personnes âgées, avec des dotations supplémentaires pour celles atteintes de la maladie d'Alzheimer.

A partir du 1er janvier, le budget est forfaitaire. Cette réforme a pour conséquence une baisse de 200 millions d'€ en 2017 sur les dotations attribuées aux maisons de retraite publiques. Cela va encore aggraver les conditions de travail dans le secteur public avec de nouvelles suppressions de postes.

Cherchant à désamorcer la colère, A. Buzyn, ministre de la santé, a promis de débloquer 50 millions pour les Ehpad en difficulté... une aumône qui n'a fait qu'accroître la révolte.

Isabelle Larroquet

Des luttes difficiles mais déterminées

En 2017, une grève de 117 jours dans l'Ehpad privé des Opalines à Fougères dans le Jura ; localement en 2016, une grève de 14 jours à la maison de retraite privée à but lucratif, La Savane à Gujan Mestras ; une autre de 39 jours à Terre Nègre ou encore à Notre Dame de Bonne Espérance à Bordeaux (ADGSSA), Ehpad privés à but non lucratif.

A chaque fois, les mêmes revendications étaient mises en avant par les grévistes : les salaires et des conditions de travail terribles. C'était le plus souvent leur première grève où ils dénonçaient aussi le mépris des directions et revendiquaient le droit pour les « anciens » au respect de leur dignité.

Luttes dans la santé

Picqué oui, Bahia non !

Le projet Bahia est le regroupement commencé, avec l'accord du 6 décembre 2016, de l'Hôpital « public » Robert Picqué avec la clinique « privée » Bagatelle qui sera finalisé en 2022 (voir n° précédents de la revue et site www.comiterobertpicque.affichage.one).

A l'appel du comité et de l'association *La santé un droit pour tous*, après d'autres manifestations, réunions... nous étions à nouveau mobilisés ce samedi 27 janvier. Cette fois, manif avec 36 voitures décorées d'affichettes, 15 vélos, klaxons et sifflets, à plus d'une centaine de participant(e)s motivé(e)s sur 2 tours du site pour défendre l'Hôpital public.

Comme il était dit dans le tract et les prises de paroles : « *La santé publique est mise à mal avec réduction de moyens, suppression de services de proximité et de personnels. Les mobilisations nationales et locales (Pellegrin, St André...) se multiplient. Nous sommes tous concernés, ne laissons pas faire !* ».

A suivre, une rencontre avec l'ARS le 1er février pour exiger d'avoir enfin ! accès au document complet du projet et tous les mardis à 18 h diff de tracts devant Picqué.

Réunion de la commission Santé et Social du NPA33

La commission santé-social 33 propose une rencontre le 8 février à 19h au local du NPA pour un partage d'expérience fédérateur et un échange sur les perspectives (pour toute précision tel 06.21.26.59.49)

Rousset sifflé par les agents de la Région

Environ 300 agents de la région Nouvelle Aquitaine, venus du siège de Bordeaux, de Limoges et de Poitiers, ont manifesté en fin d'année devant l'hôtel de Région de Bordeaux, ainsi qu'à Limoges et Poitiers, à l'occasion du vote du budget de la Région pour 2018.

Les manifestants ont chahuté les élus et vainement tenté de rentrer dans l'hémicycle.

Avec l'intersyndicale CDFT, CGT, FA autonome, FO, FSU et UNSA, ils protestaient contre leurs salaires et conditions de travail devant être « harmonisées » suite à la fusion des trois ex-Régions en une seule. Rousset avait promis par écrit durant sa campagne des Régionales

qu'avec cette fusion, leurs primes, salaires et prestations sociales seraient revalorisés par le haut, c'est-à-dire en s'alignant sur la Région où ils étaient le plus favorables, la Région Poitou-Charentes. Or, Rousset s'est assis sur ses promesses. S'il a annoncé qu'il augmentait les primes de 70% des agents, il a aussi augmenté le temps de travail sans augmentation des salaires et diminué les effectifs.

Les agents dénonçaient aussi la demande de la Chambre régionale des Comptes à la Région qui l'a bien sûr acceptée, de les faire travailler 1607h par an.

« *Nous les faisons déjà, et même au-delà* » ont répondu les porte-parole des syndicats cités par *Sud-Ouest*. Cette augmentation

du temps de travail doit se faire sans augmentation de salaire, avec la suppression « *d'au moins 15 % des jours de congé annuels* », la « *non-prise en compte des 200 000 heures de travail supplémentaires* » ainsi que la « *baisse de certaines prestations sociales* ».

Et l'austérité continue. La Région prévoit encore des économies de 1,7 millions à 2 millions d'euros par an pendant 4 ans. Ce qui fait craindre à l'intersyndicale la suppression de 200 postes à Limoges et à Poitiers d'ici 2021, « *soit l'effectif de deux directions ou de dix lycées* », selon les représentants syndicaux.

M. C.

Non aux licenciements à Euralis !

A Sarlat, en Dordogne, le groupe Euralis a annoncé 95 suppressions d'emplois sur 152 dans l'usine Rougié de production de foie gras. Euralis est une énorme « coopérative » de l'agro-industrie, avec plus de 4 500 salariés directs, 12 000 agriculteurs « coopérateurs », dans les secteurs du maïs, de la volaille, du foie gras, des aliments pour animaux et de la transformation alimentaire.

Pour justifier les plus de 310 suppressions de postes (les sites de Dunkerque et Brive sont aussi visés), les patrons évoquent les conséquences de la grippe aviaire et les aléas météorologiques de ces dernières années. En réalité, si le chiffre d'affaires a un peu baissé, le groupe fait des profits réguliers (1,42 milliard en 2017, 1,44 en 2016, 1,5 en 2015) et les investissements sanitaires pour faire face à la grippe aviaire ne se sont élevés qu'à... 9,5 millions

d'euros, même pas 0,6% des profits d'une année ! Et encore, 5 millions ont été payés directement par les agriculteurs-coopérateurs eux-mêmes !

La météo a bon dos. La seule préoccupation des dirigeants est de rechercher une rentabilité supérieure des capitaux, en dégageant des moyens pour se développer internationalement et en restructurant plusieurs branches du groupe, dont la transformation alimentaire où plusieurs usines tournent à bas régime. Et ils font payer cette stratégie aux salariés avec un plan de licenciements.

Les travailleurs ont débrayé plusieurs fois depuis l'annonce du plan et ils ont manifesté à plus de 130 le 15 janvier dans les rues de Sarlat. Interdiction des licenciements !

F.M.

Nos vies par leurs profits

Usine Ford Blanquefort

De manifestations en procès... et la relaxe au bout !

C'est devenu une mauvaise habitude dans les milieux syndicalistes ou militants plus largement : une manifestation quelconque se termine facilement au commissariat de police et même devant un tribunal. Nous connaissons les cas emblématiques et très graves des syndicalistes de Goodyear et de Air France toujours condamnés à de la prison avec sursis pour avoir exprimé leur colère face aux licenciements. Il y a aussi la situation difficile de plusieurs syndicalistes chez PSA accusés de séquestration, véritablement harcelés par une direction qui réprime systématiquement toute action de résistance là encore contre les suppressions d'emplois. Oui, il y a un climat compliqué pour les militant-e-s, pour les salarié-e-s qui veulent s'opposer aux reculs. Le patronat se sent fort, soutenu par les gouvernements successifs, encouragé à faire taire toute contestation.

On en est un peu là chez Ford, toute proportion gardée car les condamnations s'arrêtent à des amendes, certes inscrites sur le casier judiciaire. Il faut dire que l'histoire est farfelue et le « dossier », comme on dit, est vide. Il s'agit quand même au départ d'une manifestation au salon de l'auto en 2012, une occupation du stand Ford pendant une heure, à coup de confetti et d'auto-collants sur les véhicules. Et puis cette montée sur 2 véhicules exposés. Ford avait porté plainte pour dégradations, avait fini par fournir une facture de réparation d'un véhicule de 6800 euros... 6 mois après la manif. Aucune preuve de



Un rassemblement de soutien était organisé le matin même de l'audience. Il y avait un aspect marrant avec notamment la présence de Loïc de Jolie Môme, de syndicalistes de PSA et de Goodyear tous attaqués en justice par le Medef, leurs patrons ou l'Etat, certains condamnés d'autres pas encore. L'agenda des militant-e-s est actuellement déterminé par ces « affaires » et ces soutiens réciproques nécessaires. Du coup, ces rendez-vous devant les tribunaux sont autant d'occasions de construire des réseaux de solidarité et des moments fraternels.

dégradation sauf une photo où on ne voit rien ! Les services de police avaient refusé de mener l'enquête. C'est après plus de 3 ans, en 2016, que le parquet saisit l'affaire et demande l'enquête.

Ce 15 janvier c'était l'audience en appel de la condamnation, à Paris, à la 28^{ème} chambre correctionnelle.

Dans la salle d'audience il y avait un juge, un procureur, l'avocat de Ford et notre avocate qui rappelle le contexte de menace de fermeture d'usine, dénonce un dossier traité de manière opaque, le manque d'informations pour la défense, refuse toute accusation de dégradation et revendique le droit à manifester.

La procureur reconnaît qu'il n'y a pas de dégradations graves, « seulement »

légères, elle tique sur cette facture en retard. Les 3 syndicalistes témoignent à la barre. Ni la procureur ni l'avocat de Ford n'a de questions à nous poser. Rien. L'avocat de Ford de son côté n'a aucun témoignage à fournir, parle de stand dévasté, de destructions mais ne demande même pas le remboursement des dégâts, seulement un euro symbolique ! Il insiste par contre sur l'image de Ford qui est atteinte. Le président de la chambre correctionnelle a rendu sa décision comme prévu le lundi 29 janvier et c'est la relaxe ! Expliquant que Ford n'avait pas apporté la preuve des dégradations et encore moins que les 3 militants avaient dégradé quoi que ce soit.

Une bonne claque pour les dirigeants de Ford et une grosse satisfaction pour les militants. Cette décision constitue forcément un encouragement pour la suite et renforce en même temps la légitimité de la bataille déterminée pour la défense des emplois et de l'usine. Et les semaines qui viennent seront déterminantes.

Philippe Pontou

Victoire de Loïc contre le Medef !

Loïc Canitrot, de la Compagnie Jolie Môme, était attaqué par le MEDEF, sur la base du faux témoignage du responsable de la sécurité l'accusant de violence lors d'une manifestation contre la « loi travail ».

Après un an et demi de procédure judiciaire, le tribunal a confirmé le 25 janvier que les accusations du MEDEF étaient inventées de toutes pièces.

A lire : le communiqué racontant toute « l'affaire » sur le site de Jolie Môme
<http://cie-joliemome.org/?p=5679>

Nos vies pas leurs profits

Des zones d'emplois toujours plus loin des lieux d'habitation

A l'automne dernier, la SCASO (Société Centrale d'Approvisionnement du Sud-Ouest des magasins Leclerc) déménageait l'essentiel de son activité et de ses entrepôts de Cestas-Toc-toucau à Beychac-et-Cailleau, à 45 kms de là et à... 3/4 d'heure de voiture. Qui m'aime me suive...

Point commun entre les deux emplacements : aucun transport en commun pour les centaines de salariés. Seule alternative pour aller travailler dans les frigos à toutes heures du jour et de la nuit pour des salaires dérisoires et des contrats de travail de plus en plus précaires : la voiture.

Lors de l'inauguration, Michel Edouard Leclerc, rayonnait : « *Il faut investir, s'endetter, adapter la logistique, se préparer à un système de livraisons, rendre les magasins hyper réactifs, investir, revitaliser l'offre, l'expertiser face à la livraison 24 heures chrono* »... tout heureux d'annoncer 33 millions d'euros d'investissement pour sa nouvelle plateforme logistique de 50 000 m² dédiés aux produits frais et à l'alimentaire fournissant 38 magasins, une vingtaine de drive et 135 magasins spécialisés dans la région...

Chaque jour, de plus en plus de salariés traversent la métropole, et parfois bien au-delà, pour aller travailler. La saturation de la rocade et des autoroutes A63, A10, A89... en témoigne : aux innombrables camions s'ajoutent des dizaines de milliers de salariés allant ou revenant du travail, coincés dans des embouteillages, y perdant des heures de vie et des centaines d'euros chaque mois... Mais peu importe, il faut pour les patrons être « *hyper-réactifs* » et « *revitaliser l'offre* » ! Aux anciennes zones industrielles de la périphérie de la métropole (Pessac, Mérignac, Saint-Médard, Bassens, Blanquefort, etc...) s'ajoutent désormais des concentrations toujours plus éloignées de tout.

La Zone de Jarry-Pot-au-pin à Cestas en est un exemple : à 30 km de Bordeaux, sur une zone en plein milieu des champs de carottes et des pins, sans aucun transport en commun mais à proximité immédiate de l'autoroute et bénéficiant de toute la « compréhension » sonnante et trébuchante des élus locaux, se



concentrent les entrepôts de CDiscount, ceux de la PIC (le centre de tri courrier de la Poste), ceux d'Aldi, d'XPO logistics (groupe Carrefour), Comptoir du Sud Ouest, et de nombreuses autres entreprises. D'autres sont annoncées, dont Rexel (produits et services pour le monde de l'énergie) sur 68 000 m², Gemfi (autre plate-forme de la grande distribution) sur 66 000 m²... Les entrepôts logistiques de Décathlon et ses magasins spécialisés en chasse et pêche sont eux installés juste de l'autre côté de l'autoroute.

I.U.

Toujours plus loin pour mon patron !

Nous sommes des centaines à faire des dizaines de kilomètres, aller et retour, pour venir travailler dans les zones industrielles de Pot-au-Pin ou de Bersol.

Sur la zone de Bersol, avec 15 000 salariés, il n'y a que quelques lignes de bus très peu fréquentes et, dès 17h, des bouchons monstres commencent.

Sur la zone du Pot-au-Pin, malgré les milliers d'emplois, aucun transport en commun !

À cause des embouteillages ou à cause de la distance, ce sont des heures perdues chaque jour dans la voiture pour avoir le loisir d'aller travailler. D'autant plus qu'avec la multiplication des contrats d'intérim ou de CDD, le lieu de travail est peu fixe... mais notre domicile lui est fixe, et le temps de trajet peut encore s'allonger selon le lieu où il y a du travail.

On prend sur notre temps de repos pour aller travailler, mais ce n'est pas compté comme du temps de travail : c'est tout bénéf pour les entreprises. Et, dans les faits, la plupart des salariés ne bénéficient pas de la participation aux frais d'essence qu'est censée donner l'entreprise. Il y en a marre, nos vies valent plus que leurs profits !

Aucune solution pour les transports ? Pas si sûr

Il n'y a pas si longtemps, des usines, comme entre autres celles de Dassault Aviation (pour qui c'est toujours le cas), prévoyaient un bus qui faisait le ramassage des salariés chaque jour. Dans d'autres usines en France cela existe encore, et Airbus, à Toulouse, a remis en place des navettes pour ses salariés, notamment pour réduire les bouchons.

Car il faut bien se rappeler que ce sont les patrons qui choisissent d'excentrer autant les entreprises pour trouver les terrains les moins chers, avec des aménagements payés par les impôts de la population. Souvent d'ailleurs en faisant du chantage aux communes « *Si vous ne baissez pas le prix du terrain, je ne créerai pas d'emplois chez vous* ». Alors oui, ce sont eux qui devraient être responsables du transport des salariés pour aller au travail.

*Echos du bulletin NPA interentreprises
Pessac-Cestas*

La mobilisation contre le plan étudiant prend forme

Alors que dans toute la France, de premières résistances contre le plan Vidal sont visibles, les bordelais ne sont pas en reste. Un embryon de mobilisation qu'il convient de construire et de massifier.

Il est clair que Macron entend transformer l'Université pour satisfaire les aspirations des classes dominantes. En effet aujourd'hui, pour former une main d'œuvre plus proche des besoins du grand patronat, réformer l'Université est d'une importance cruciale pour les classes dominantes françaises, bien en retard à cet égard vis-à-vis des autres bourgeoisies européennes. Les grandes lignes de cette attaque peuvent se résumer en : une véritable sélection des lycéens à l'entrée des universités, sur la base « d'attendus » ; la fin de la compensation entre les matières qui se coupleraient avec l'interdiction des redoublements (on aurait donc chaque année des étudiants expulsés de chaque cursus) ; une augmentation des frais d'inscription est également prévue. Ce ne sont que quelques points de la réforme, mais l'ensemble est une ouverture vers une mise en concurrence des universités, qui nous mène vers le modèle européen, avec des frais d'inscription allant jusqu'à 8 000 euros...

La dynamique d'opposition autour de cette loi, au début assez faible, commence à prendre, les lycéens se confrontent en ce moment même à la nouvelle plateforme « Parcoursup » et les enseignants commencent à se préparer pour cette nouvelle réforme. Dans de nombreuses universités des assemblées générales se tiennent, comme au Mirail à Toulouse le 24 janvier où plus de 500 étudiants se sont réunis.



Bilan de la mobilisation à Bordeaux

Avant les vacances d'hiver plusieurs initiatives ont eu lieu, réunions et tracts d'informations, mais aussi des assemblées générales qui ont débuté à l'Université Bordeaux Montaigne, réunissant plusieurs fois plus d'une centaine de personnes. Les étudiants, professeurs et personnels de

l'université qui les ont initiées ont maintenu la mobilisation, constituant un comité de mobilisation stable qui a permis d'informer les étudiants et lycéens.

Petit à petit, des groupes de lycéens se sont également constitués, notamment à Victor Louis et Mauriac, venant notamment aux assemblées étudiantes.

Ces embryons de mobilisations ont permis de couvrir l'ensemble de la journée portes ouvertes qui s'est tenue le 18 janvier dans les universités de Bordeaux. Des tables informatives et des groupes de tractage se sont tenus sur presque l'ensemble du campus ; mais aussi une assemblée générale à Bordeaux Montaigne le midi, assemblée qui a acté la participation bordelaise à la journée nationale du 1^{er} février.

Cette journée a essentiellement servi à lancer des comités de mobilisation dans de nombreux lycées, qui se coordonnent dans un comité de mobilisation inter-lycéens ; il en reste encore sans groupe de mobilisation, mais ce n'est qu'une question de temps...

Le 1er février, première journée de lutte !

La date du premier a été actée par l'assemblée générale de Bordeaux Montaigne, soutenue par une inter-syndicale (syndicats de l'enseignement) et se construit donc actuellement. Ce sera une journée de grève pour les enseignants, mais également de démonstration pour la jeunesse qui jusque là s'est peu exprimée à ce sujet. Les cadres d'auto-organisation se relancent un peu partout en France et donnent espoir pour la suite.

Concrètement, des assemblées générales se tiendront en amont ou le jour même.

Dans les lycées, des assemblées se tiendront également dans la semaine.

D'ores et déjà, une nouvelle journée est prévue le 6 février.

Antonin, comité jeunes

Un cycle de débats sur Mai 68 avec le comité jeunes du NPA33



Prochaines dates :

Samedi 10 février, 15h30-17h30 : La dimension internationale de Mai 1968

Samedi 24 février, 15h30-17h30 : Mai 1968 en France et les questions stratégiques

Samedi 10 mars, 15h30-17h30 : Mai 1968 et les luttes contre les oppressions

Au local du NPA : 99, rue Camille Sauvageau, BORDEAUX



Individualisation, concurrence, mérite... quand le management du privé envahit l'école

La progression des méthodes managériales du privé se poursuit dans les écoles et crée de fortes tensions qui se répètent sur les équipes enseignantes et les conditions d'apprentissage des élèves.

Elles touchent les super zones d'éducation prioritaire, les REP+, comme à Lormont ou sur le secteur Blanqui à Bordeaux-Nord. Les enseignants, qui ont tous le même diplôme en poche et qui postulent pour un poste sur ces secteurs doivent passer devant une commission d'entretien, sur la base d'une lettre de motivation. Un jury les retient ou pas, selon une procédure dont personne ne connaît vraiment les critères. Fini l'équité, l'attribution des postes selon un barème clairement défini valable pour tous. Les IEN (inspecteurs-trices de secteur) s'attribuent des rôles de managers, outrepassant largement leurs missions, alors que les règles du mouvement (demandes de postes, mutations,...) n'ont pas encore été fixées par la commission paritaire. De nouveaux postes comme les CP dédoublés, les CE1 dédoublés de la réforme Blanquer, tous les directeurs de REP (réseaux d'éducation prioritaire)... sont maintenant retirés de la procédure commune et « profilés », soumis à commission d'entretien.

A Lormont, un courrier envoyé précipitamment pendant les vacances demandait aux collègues de se déterminer sur les postes qu'ils souhaitaient pour la prochaine rentrée, en dehors du calendrier ordinaire, les demandes de postes s'effectuant en mars. Les directeurs ont été reçus par l'IEN dès la 1ère semaine pour faire remonter des décisions prises dans les équipes de conseils de maîtres dans la précipitation. Qui veut rester sur son poste ? Qui veut un CP dédoublé ? Un CE1 dédoublé ?? Le profilage des postes et la hiérarchie zélée mettent les enseignants en concurrence, organisent la foire d'empoigne.

Les enseignant-es de Lormont en colère et refusant de se soumettre à une telle pression, opposé-es au profilage qui remet en question la compétence de chacun à occuper un poste profilé, se sont réunis pour discuter des ravages de ce nouveau management et comment y résister. Ils ne veulent pas se laisser mettre en concurrence. Ils ont décidé de résister si les décisions des conseils d'école sont remis en question par la hiérarchie, de s'adresser à l'ensemble des collègues du département pour élargir la lutte, certains secteurs voyant aussi arriver le profilage. Ils ont discuté de la préparation d'une journée de grève après les vacances de février.

Après la Poste, les Telecom, Pôle Emploi, la santé... l'école subit les assauts du libéralisme qui s'attaque aux intérêts de la collectivité, par la mise en concurrence, l'individualisation des parcours, le mérite... Défendre le service public, les intérêts collectifs est une lutte qu'il faudra mener tous ensemble, personnels et usagers !

Les pieds dans le tapis

Plusieurs enseignants remplaçants de Lormont qui sont passés par le parcours du combattant des postes profilés ont été envoyés pour la première fois en remplacement sur Ambarès. Leur intervention est censée être limitée à Lormont, sur des écoles qu'ils connaissent et leur IEN le leur a confirmé en début d'année. Et voilà que, le nombre de remplaçants faisant cruellement défaut sur la circonscription, ils sont utilisés comme des pions pour boucher des trous hors de la commune. On leur dit maintenant que cela va arriver plus souvent...

Alors, leur spécificité, leur pseudo-expertise, ce serait du baratin ?

Christine Héraud

Tribune d'AC! Gironde

Répressions, Contrôles, Sanctions, Macron Stop !

Monsieur Macron, exécutant zélé des exigences du Medef, de concert avec M. Gattaz, entend instituer un contrôle fort strict et inquisitorial des demandeurs d'emplois. A l'insécurité économique, ils ajoutent l'insécurité existentielle, psychologique : il s'agirait d'imposer un compte-rendu mensuel, une rédaction circonstanciée des efforts déployés pour la recherche d'emploi et d'augmenter le temps de radiation en cas de non recherche d'emploi...

Un.e chômeur.se contrôlé.e, culpabilisé.e, maintenu.e dans le besoin, quasi affamé.e, voilà le bon chômeur.se pour le Medef et Macron. L'avenir prévisible (malheureusement) : les petits boulots de la domesticité salariale, salaire misérable, horaires aléatoires, les quémendeurs.es paupérisés.es ne peuvent faire la fine bouche devant un nouveau servage ubérisé.

En même temps se négocie l'étatisation du régime assurantiel avec un essai du pouvoir de détruire le paritarisme et de baisser les droits d'indemnisation chômage. La perspective voulue à terme c'est l'orientation vers des assurances privées, déjà prêtes à récupérer ce marché juteux !

Cyniques, les ploutocrates ont le vent en poupe, l'attaque est frontale, la météo du Capital est au beau fixe... Mais allons nous laisser faire ?

AC! Gironde appelle tous les chômeurs, précaires et salariés à se mobiliser contre la stigmatisation, la répression, les contrôles et les sanctions que proposera le gouvernement Macron suite à ces négociations.

Bordeaux, le 16 janvier 2018, Joëlle pour AC !

Ligne Grande Vitesse : Rousset toujours sur des rails !

On savait le projet LGV Bordeaux-Toulouse mal en point, moribond même : la commission d'orientation des infrastructures y serait défavorable ; en cause, le coût : plus de 8 milliards pour 200 km de voie ! Tout cela pour gagner une heure, alors qu'améliorer l'existant permettrait un gain d'une demi-heure, avec 6 milliards de moins sur la facture ! Et sans massacrer 4800 ha de nature, terrains agricoles et vignobles !

Après la mobilisation de Sivens et le drame de la mort de Rémi Fraisse, après des années de lutte à Notre Dame Des Landes, l'abandon de ce projet vient-il sonner l'hallali ? C'est une victoire de tous ceux qui se sont battus pour que l'environnement et les populations ne soient pas sacrifiés aux intérêts mercantiles de quelques uns et aux velléités de pouvoir de potentats locaux rêvant de laisser leur marque dans l'histoire !

Comme les autres « projets inutiles imposés », celui de la LGV concerne essentiellement une minorité (la LGV, c'est quand même à peine 10% des transports ferroviaires qui eux-mêmes représentent 10% des déplacements de personnes !) pour un bénéfice douteux, mais avec des coûts financiers et environnementaux considérables ; à quoi s'ajoute la dégradation du reste du réseau ferré. D'ailleurs, le gouvernement, pour de multiples raisons (dette de SNCF réseau, dégradations des réseaux de transports préjudiciables à l'activité économique, risques de contestation sociale...) est contraint de se préoccuper des « transports du quotidien ».

Mais qu'à cela ne tienne, Rousset, président de la Nouvelle Aquitaine, fait l'autruche, s'entête et tempête qu'il n'est pas possible que le projet ne se réalise ! Au nom de l'écologie : « la lutte contre le réchauffement climatique passe par le fer » ! Certainement, mais che-

min de fer ne veut pas forcément dire LGV ! Celle-ci serait aussi un moyen de « sortir les camions de la route », en permettant d'utiliser davantage les voies ordinaires ; en réalité, ces voies sont loin d'être saturées par le fret : l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas, par exemple, ont des densités de circulation 2 à 3 fois plus importantes !

Rousset se plaint de l'asphyxie routière de Bordeaux, mais fait tout pour favoriser le développement hypertrophique de grandes métropoles auquel la LGV participe !

Jean-Louis Fargues

Leur démocratie et la nôtre

Savoureuse analyse, qui se passe de commentaire, d'un journaliste d'Aqui.fr, lequel se défend bien sûr de soutenir le projet d'aéroport de NDDL : [cet abandon enverrait le signal que] « l'apanage de la décision n'appartiendra plus aux seuls représentants du peuple, élus au suffrage universel mais que celle-ci devra être partagée et tenir compte d'une nouvelle forme d'opposition, extrême dans son expression, par rapport aux procédures prévues par la loi. » Pour conclure : « désormais, (...) il faudra prendre de plus en plus en compte, en plus de l'économie, la dimension environnementale, sociale et, osons le mot, culturelle de tout aménagement ». S'il le dit...

Internationalisme

Hier Kobanê, aujourd'hui Efrine : troupes turques, hors du Rojava !

Nous étions environ un millier à manifester le 27 janvier à Bordeaux, après une manifestation d'environ 200 personnes le 24 janvier à l'appel du Conseil démocratique kurde avec la présence de SUD, le PC, Pavé Brûlant et de militants anarchistes.

Le 20 janvier, l'Etat turc a attaqué l'enclave à majorité kurde d'Efrine, au nord-ouest de la Syrie, dans la zone du Rojava, après l'avoir fait en 2014 à Kobanê. En jouant sur les clivages entre Washington et Moscou, Erdogan a lancé une opération militaire massive avec des frappes aériennes, le déploiement de milices islamistes et l'incursion des troupes de l'armée turque sur le sol syrien.

Cette guerre vise à aggraver les tensions entre les peuples turcs, kurdes et arabes et consolider le régime dictatorial de Turquie en essayant de rassembler toutes les franges de la société dans une politique sécuritaire et nationaliste contre les Kurdes. Ce n'est pas totalement le cas, même si Erdogan a pu compter sur le soutien du principal parti d'opposition, le CHP, membre de l'Internationale Socialiste. L'HDP, proche des Kurdes, est violemment persécuté.

A l'état d'urgence déjà très répressif s'ajoute aujourd'hui l'état de guerre, le régime d'Erdogan encourageant par un décret-loi, les civils à le défendre y compris avec des milices paramilitaires.

Aucune paix, aucune démocratie ne sont à attendre ni des régimes impérialistes responsables des guerres et du pillage des peuples, comme la France de Macron, qui a reçu récemment Erdogan avec tous les honneurs, ni de leur soutien international, l'ONU. Nous avons affirmé notre refus de cette guerre, notre soutien au droit d'autodétermination démocratique du peuple kurde et des peuples du Moyen-Orient et affirmé que la libération des peuples de Syrie ne passera que par leur combat commun.

Mónica

Féminisme

Interview de Natasza Quelvennec, militante féministe polonaise à Bordeaux

Nous avons rencontré Natasza Quelvennec lors d'une action de solidarité à Bordeaux avec les luttes féministes qui ont lieu en Pologne contre un projet de loi limitant encore plus les possibilités d'avorter. En Pologne, l'avortement est déjà presque interdit puisqu'il n'y est autorisé que dans trois cas, dont pour malformation ou maladie du fœtus. Le projet de loi veut supprimer ce dernier cas, le plus fréquent en Pologne.

Quelle est la situation actuelle des femmes en Pologne, comment en est-on arrivé là ?

Natasza : Les associations féministes estiment qu'il se pratique entre 150 000 et 200 000 avortements par an, mais seulement 1000 sont déclarés « légalement pratiqués ».

Alors que l'IVG était autorisée et gratuite entre 1956 et 1993, et que dans les années 80, il se pratiquait en moyenne 130 000 avortements légaux par an, avec la fin du glacié soviétique, en 1993, l'Église a fait supprimer ce droit, aidée en cela par Lech Walesa et l'apathie de tous les gouvernements libéraux successifs.

Après 1989, l'Église a mis en place des cours de religion à l'école. Des cours d'éducation sexuelle instaurés en 1973 ont été supprimés et remplacés par des cours sur la « vie de famille » dispensés par des prêtres.

Aujourd'hui, la majorité des pharmaciens et médecins invoquent la clause de conscience. Beaucoup font traîner, empêchant l'intervention dans la durée légale de 22 semaines, n'informent pas les patientes de leurs droits comme ils en ont l'obligation, et exercent même une pression psychologique pour les faire changer d'avis en minimisant les risques de maladie grave du fœtus.

Ils ont peur d'être stigmatisés et de ne plus pouvoir exercer, surtout dans les petits villages ou les zones rurales où, le poids des traditions catholiques étant beaucoup plus fort, un avortement est un acte beaucoup moins anonyme que dans une grande ville et donc, quasiment pas pratiqué.

Certaines qui en ont les moyens peuvent avorter dans une clinique privée, en Ré-

publique Tchèque, en Allemagne ou en Slovaquie pour plus d'un mois de salaire et en faisant un parcours du combattant pour s'y rendre clandestinement.

Les femmes les mieux renseignées recourent à des sites tels que Réseau des femmes (Kobiety w sieci) ou Women on Web pour trouver des pilules abortives en urgence, ou font appel à des vétérinaires ou à des étudiants en médecine, voire se procurent des médicaments contre l'arthrose pouvant provoquer une fausse couche.

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Pologne (entrée dans l'Europe en 2004) en 2007, pour avoir refusé à une mère de trois enfants un avortement thérapeutique qui l'aurait empêchée de devenir invalide, et en 2012, pour le cas d'une adolescente de Lublin, victime d'un viol à 14 ans, qui s'était vu refuser son droit à l'IVG par plusieurs hôpitaux et avait été harcelée par le mouvement antiavortement.

Mais cela ne gêne pas une défenseure du nouveau projet de loi, la pimpante Mme Korzekwa pour qui « même un enfant issu d'un viol doit avoir le droit de vivre. S'il a été conçu de façon dramatique, il n'en est pas responsable ». L'avortement serait « une forme d'eugénisme, on choisit ceux qui ont le droit de vivre. » Rien à faire de la détresse des plus pauvres condamnées à avoir des enfants handicapés pour lesquels elles ne perçoivent aucune aide !

Comment vois-tu la suite ?

Face à la pire situation qu'ont connue les femmes en Pologne depuis 25 ans, depuis octobre 2016, l'opinion a été



bousculée par un massif mouvement de rue pour l'IVG. La mobilisation de 250 000 Polonaises et Polonais, tous vêtus de noir avec des parapluies, avait alors obtenu l'abandon d'un projet de loi similaire à celui du 8 janvier.

Ça a été et est essentiellement un mouvement mené par des ONG et sur les réseaux sociaux. Et si des partis d'opposition au gouvernement actuel ont pu faire semblant de les soutenir, au moment du vote au Parlement, en janvier, ils se sont presque tous abstenus voire ont voté pour le projet de loi.

Mais une partie de la société s'est réveillée, dont beaucoup de jeunes, avec un écho important dans le monde entier. Comme avec les Women's March aux États-Unis, elle a vu le poids qu'elle pouvait avoir dans la rue, et c'est essentiel.

Propos recueillis par Mónica Casanova

« Rencontre militante » organisée par le NPA 33

Le 26 janvier nous nous sommes retrouvés pour échanger sur les deux années de luttes contre les lois Macron. Parmi les présents, des militants de différentes équipes syndicales, du collectif de lutte, avec lesquels nous avons fait des expériences collectives durant ces dernières luttes, lors de blocages, contre l'attitude sectaire des directions syndicales, lors d'AG du mouvement.

Ce débat a été l'occasion de faire un bilan pour préparer la suite, car si Macron a gagné une première bataille, il est très loin d'avoir gagné la guerre. Mais cela signifie discuter entre nous de comment réaliser la convergence des luttes face à la politique d'émiettement des directions syndicales.

Bien évidemment, il y a le frein de la politique des confédérations, intégrées à l'Etat, aux institutions, qui n'imaginent rien d'autre que le « dialogue social »... même quand le pouvoir ne veut rien négocier.

Chacun se souvenait comment ce sont les jeunes, des équipes militantes encouragées à se mettre dans la lutte après les défaites des années précédentes, qui ont fait pression sur les confédérations syndicales dès l'annonce du projet de loi El Kohmri, alors qu'elles étaient disposées à négocier.

Une pression qui a poussé, en particulier la CGT, à aller bien plus loin qu'elle ne l'aurait souhaité au départ, en appelant au retrait de la loi.

Mais pour aller plus loin, pour mettre en œuvre une réelle politique de construction d'un rapport de force, nous devons nous poser la question du niveau de conscience de l'ensemble des travailleurs et des illusions sur lesquelles s'appuient justement les appareils pour justifier leur passivité. Quels obstacles vaincre pour construire un affrontement avec ce gouvernement et les patrons ? Comment nous organiser ?



Le débat a porté aussi sur la défaite face aux ordonnances, première étape qui pèse dans les consciences, même si les salariés autour de nous ne sont pas démoralisés. Les luttes en cours comme celles de la santé, où de nouvelles équipes prennent les choses en main ; les bagarres qui se préparent



dans les lycées contre la sélection dans les universités, témoignent de la colère de bien des travailleurs ou de jeunes qui veulent rendre les coups.

Plus globalement, les obstacles que nous avons à franchir pour construire un réel mouvement d'ensemble sont essentiellement politiques : les illusions dans le « dialogue social » et le réformisme, et il nous faut débattre largement de cela parmi nos collègues de travail, dans les équipes syndicales. Une lutte d'ensemble ne peut se penser hors d'une contestation globale, d'une perspective de remise en cause du pouvoir de ceux qui nous dirigent.

La question de la nécessité d'un parti ouvrier, le parti des luttes a aussi été abordée : préparer la mobilisation d'ensemble et construire un parti des travailleurs, qui appelle les salariés à diriger la société, sont une seule et même démarche. Nous avons besoin de faire de la politique par nos luttes, de faire de la contre-propagande face à la démagogie élitiste de Macron flattant les « premiers de cordées » au détriment de toute la collectivité. Rompre avec cette politique du « dialogue social », qui n'amène que des reculs, c'est en finir avec tout le baratin sur « l'intérêt de l'entreprise » ou de la « nation », que patrons et gouvernement nous servent tous les jours, c'est faire vivre les idées d'indépendance de classe.

Appeler les salariés à prendre leur sort en main, c'est aussi poser la question de la démocratie de nos luttes, des comités de grève élus, des coordinations, permettant aux travailleurs de faire leurs expériences et de commencer à répondre au problème de « qui dirige ? ».

Un débat riche traduisant ce besoin de faire vivre une politique d'indépendance de classe pour préparer les luttes à venir.

Isabelle Larroquet, Laurent Delage

Samedi 3 mars 2018 - 14h30

Réunion -débat : « **Les bases matérielles du socialisme** »

« À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves », écrivait Marx. (Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique - 1859).

Il ajoutait : « Alors s'ouvre une époque de révolution sociale ».

L'évolution des forces productives ne génère pas seulement les contradictions qui poussent le capitalisme à la faillite. Elle prépare aussi les bases matérielles, les conditions du renversement du capitalisme, l'avènement d'une société où, libérés du carcan de la propriété privée, les progrès techniques pourront servir à l'épanouissement de chacun...

En quoi ces thèses sont-elles plus que jamais d'actualité aujourd'hui ?

Venez en débattre avec nous...

au local du NPA33, 99 rue Camille Sauvageau - Bordeaux

4^{ème} congrès national du NPA

du 2 au 4 février 2018. Débats en ligne sur :

<https://npa2009.org/agir/vie-interne/congres-national-du-npa>

A voir

3 Billboards film de Martin McDonagh

Mildred Hayes est une femme en colère, rongée par le désespoir depuis que sa fille est morte violée quelques mois plus tôt. L'enquête n'a pas avancé et pour elle la police locale, son chef, sont en cause.

Alors elle décide d'agir, d'attaquer pour ne pas sombrer.

Il y a 3 immenses panneaux publicitaires à l'abandon sur la petite route devant sa maison à la sortie de la bourgade d'Elbing dans ce Missouri profond. Elle décide de les louer pour y faire afficher, sur fond rouge, des slogans vengeurs dénonçant la police. Ce qui va mettre la « paisible localité » et surtout ses flics en ébullition.

Surtout que Mildred ne fait pas dans la nuance, elle est cash en paroles et dans ses actes. Outre les flics, ce seront aussi le dentiste, le pasteur et même des ca-

marades de classe de son fils qui vont prendre ! Et on va découvrir la complexité de l'ensemble des personnages au fur et à mesure, tout comme son histoire à elle, avec un ex mari violent, qui était aussi un flic.

Dans ce film, aussi subtil que brut de décoffrage, ressortent les violences conjugales, les violences policières, le racisme, l'homophobie, le handicap et même le crime d'un soldat, là-bas, dans une sale guerre...

Il y a des rebondissements surprenants jusque dans la dernière séquence. De l'humour noir et des scènes dérangeantes par leur réalisme brut et sans fioriture. Ce n'est pas du cinéma pourrait-on dire et c'est pour cela que nous sommes touchés par la comédienne principale tout comme par les autres personnages.



Ajoutons la qualité du scénario, des dialogues (le film est en VO sous titrée), un metteur en scène qui a du culot, et une belle bande-son avec même une chanson de Joan Baez.

Jacques Raimbault

3 BD féministes

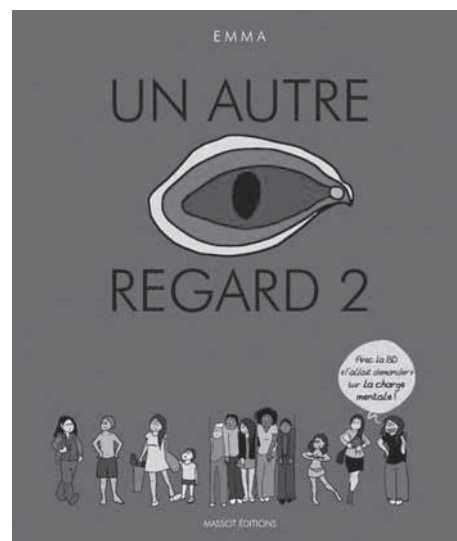
Dans cette période où les droits des femmes sont attaqués, où les religieux de tous poils veulent leur imposer comment se comporter, vivre leur sexualité ou s'habiller, ces trois bandes-dessinées féministes publiées récemment apportent, à lire et à faire circuler.

Paroles d'honneur, de Leïla Slimani et Laetitia Coryn (2017), est le prolongement de *Sexe et mensonges*, un livre



où Leïla Slimani parle de la sexualité au Maroc, dénonçant le fait que les femmes sont « *obligées de vivre dans le mensonge perpétuel* » pour résister aux lois misogynes de l'Etat et de la religion. La BD commence alors que l'auteur est interpellée, au Maroc, par des femmes qui ont lu son roman *Dans le jardin de l'ogre* (l'histoire d'une jeune femme et de son addiction au sexe). Les femmes se confient, racontent leur condition, leurs stratégies pour gagner leur liberté...

Un autre regard (tomes 1 et 2, en 2017) de Emma est composé de courts récits que cette jeune auteure-dessinatrice a d'abord publié sur son blog (emmaclit.com). Se présentant elle-même comme féministe et révolutionnaire, elle aborde tout ce qui la révolte, à travers des histoires simples. Celle d'une femme au travail confrontée à l'oppression masculine. Celle de Mohamed, égyptien de Saint-Denis, peintre en bâtiment, blessé et délogé par la police lors de l'assaut contre son immeuble suite aux attentats de novembre 2015.



Et la BD sur la charge mentale qui a beaucoup circulé, **Fallait demander...**

Des histoires où il est souvent question du corps des femmes, rejoignant les générations de féministes qui ont compris que « le corps des femmes est un champ de bataille », comme le dit Leïla Slimani, qui réaffirme ces quelques mots simples « *Je veux la liberté de vivre dehors, à l'air libre, dans un monde qui est aussi un peu à moi* ».

François Minvielle

La politique du voile Joan W. Scott Ed. Amsterdam 2017, en vente à La Brèche

« *De l'air, ouvrons les frontières !* » L'air nous vient cette fois-ci des USA avec ce livre d'une historienne qui travaille sur la France depuis longtemps. C'est un livre qui a été publié en 2007 mais qui n'a été traduit que récemment. L'éditeur français a estimé -à juste titre- que l'argumentation développée n'avait pas pris une ride et que le problème restait d'actualité. Une importante préface pour l'édition française analyse les développements survenus depuis.

Comme le dit l'auteure : « *ce livre ne traite pas des musulmans de France : il porte sur la perception dominante des musulmans dans le paysage français. Je m'intéresse à la manière dont le voile est devenu un écran sur lequel sont projetées des images d'étrangeté et des fantasmes de dangerosité* ».

L'auteure démonte un à un les arguments des partisans de l'interdiction du voile : « *L'idée que les 'transports publics', les 'services publics' (hôpitaux, écoles) et même 'l'espace public' (les parcs, les*



rues) sont des agences de l'Etat où il faut 'interdire l'expression de convictions religieuses' n'est pas une application, mais une violation de la loi de 1905 ».

Comme tout travail sérieux, le livre s'appuie sur de nombreux ouvrages, enquêtes...

Juste une citation pour vous mettre l'eau à la bouche : « *De ce point de vue [de Rodinesco, partisane de la prohibition], les filles perdent leur identité féminine si leurs corps ne peuvent être vus. L'identité est conférée par la capacité des hommes à les voir comme des objets sexuels* »

Pour terminer laissons la parole -citée dans le livre- aux premières concernées : « *Nous, femmes noires et arabo-musulmanes, nous nous libérerons seules. Et serons seules maîtresses de notre émancipation*¹ »

Marx en aurait tiré un mot d'ordre !...

Alexandre, comité Haute Saintonge

1 *Voiles et préjugés* Nadia Henni-Moulaï Paris, 2016

Beatriz González au CAPC de Bordeaux

Jusqu'au 25 février, TLJ sauf lundi de 11h à 18h, 7€

C'est la première grande rétrospective en Europe de cette peintre colombienne, qu'on vous recommande vivement de visiter !

Cette artiste a commencé par faire des œuvres inspirées de grands maîtres de la peinture comme Manet, Degas, Léonard De Vinci en les revisitant et en les désacralisant, en représentant, par exemple, un Christ agonisant... sur un vrai lit, ou encore un joueur de fifre et de tambour de Manet sur un vrai tambour ou une baigneuse de Degas dans une vraie bassine.

La « Dernière Cène » de Vinci devient la « Dernière Table » représentée sur une vraie table, pleine de couleurs ; la « Vierge à l'enfant » de Filippo Lippi devient la « Sainte Copie » sur une coiffeuse, des papes et des saints décorent des tables de nuit... Elle s'amuse aussi à peindre des célébrités comme la reine d'Angleterre ou Jacqueline Onassis en balade sur un chameau, devenue « Jacky Oasis ». Beatriz González voulait, disait-elle, représenter le monde occidental à la latino-américaine !

Mais dans la Colombie des années 80, l'artiste ne peut en rester là. Sa peinture est de plus en plus marquée par le conflit entre les narcotrafiquants, les paramilitaires, l'armée colombienne et les FARC. C'est ainsi qu'avec les mêmes aplats et vives couleurs qui donnent à sa peinture un air de pop art, elle peint la morgue et le sans gêne des présidents et autres narcotrafiquants, mais aussi et surtout la douleur des familles des victimes.

Ses séries de femmes portant des boîtes symbolisant des cercueils de leurs morts tués sans sépulture dans une guerre sans fin, ou celles de « porteurs » de corps des tués dans le conflit qui se transforment en séries de pictographies de migrants, montrent de manière lancinante, non la violence directement subie, mais ses ravages sur les corps et les esprits. Comme aime à dire l'artiste : « L'art peint ce que l'histoire ne peut raconter ».

Mónica Casanova



La pesca milagrosa (la pêche miraculeuse)